

<https://ricochets.cc/Projet-de-loi-Securite-Globale-en-France-la-police-dicte-la-loi-et-l-applique-a-sa-guise.html>



Projet de loi Sécurité Globale : en France, la police dicte la loi, ...et l'applique à sa guise

- Les Articles -

Date de mise en ligne : samedi 7 novembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Un article de la Quadrature du Net résume les enjeux de la proposition de loi "Sécurité globale", et remet en lumière qu'en France c'est la police qui fait la loi, ce qui est contraire aux jolies théories démocratiques qu'on nous fourgue en permanence pour nous faire accepter le système autoritaire et oligarchique en place.

(En PS, d'autres liens sur ces sujets)

► **Sécurité globale : la police fait la loi** - La loi « sécurité globale » a été adoptée hier en commission des lois de l'Assemblée nationale (relire notre première analyse de la loi). Un premier constat s'impose aux personnes qui ont suivi l'examen du texte : une ambiance singulière, lugubre et fuyante. Un silence de plomb rompu seulement par divers éclats de rires du groupe LREM, incongrus et parfaitement indécents compte tenu de la gravité du texte examiné. Certains diront qu'il faut écrire la loi d'une main tremblante. Alors tremblons.

► Extraits :

Cette loi illustre la méthode législative propre aux États policiers : la police écrit elle-même les règles qui définissent ses pouvoirs.

Alice Thourot (députée LREM Drôme) : « *Cette disposition a été demandée par la police, il faut l'adopter telle quelle* ».

Elle n'est sortie de ce mutisme intellectuel que pour demander aux députés d'arrêter d'envisager des hypothèses où la police abuserait de ses nouveaux pouvoirs, car de telles pensées seraient insultantes pour la police. Entre ces « crimepensées » et le slogan choisi par Thourot pour cette loi, « protéger ceux qui nous protègent », 1984 est à l'honneur.



Projet de loi Sécurité Globale : en France, la police dicte la loi, ...et l'applique à sa guise Les députés ne servent à rien (on le savait déjà) dans un Etat policier (pléonasme)

Alors que le sujet de cette loi, dont le processus d'adoption est - rappelons le - d'une rapidité exceptionnelle, touche à nos libertés publiques et nécessiterait une discussion solennelle et sérieuse de la part des parlementaires, nous avons à l'inverse pu observer une absence criante de la mesure de la gravité des enjeux, chaque augmentation de pouvoir de la police étant votée comme une simple formalité administrative.

Sur le fond du texte aussi, le rapport de force semble basculer brutalement en faveur de la police. L'article 24 de la loi, qui conduira en pratique à empêcher la population et les journalistes de filmer et de diffuser les images de violences policières, fera disparaître un contre-pouvoir fondamental dans l'équilibre des institutions. Car la documentation des abus policier dans les médias, par la presse et la population, permettait de les contenir un minimum, ce qui arrangeait bien les autres pouvoirs. Si le contre-pouvoir de la presse devait sauter, plus

grand-chose n'empêcherait la police de verser dans l'arbitraire le plus total.

Post-scriptum :

► Compléments :

- [Darmanin : « C'est la police, la gendarmerie, les forces de l'ordre qui font la loi »](#) - Le ministre de l'intérieur avoue - Entre l'état policier et le capitalisme totalitaire, la démocratie est loin d'être en vue en France
- [Une réforme discrète et hop ! la France est revenue à l'Ancien Régime](#) - Un décret, pris au coeur de l'été, a modifié radicalement la façon d'administrer le pays. Désormais, tout ce qui organise la vie sociale locale (urbanisme, biodiversité, éducation...) est devenu le fait du ministère du « maintien de l'ordre ». La mise en oeuvre de l'état d'urgence l'illustre déjà, explique l'auteur de cette tribune. (...) Le message envoyé par cette décision est clairement que l'écologie n'est ni une priorité ni digne d'être au coeur d'une politique publique. Ce décret, apparemment technique et difficilement compréhensible par le grand public, montre donc une dérive autoritaire du pouvoir. Du point de vue du bon gouvernement du pays et des territoires, concentrer tous les pouvoirs sur un seul ministère axé sur le maintien de l'ordre, et laisser tous les autres domaines (économique, social, financier, culturel, etc.) entre les mains des multinationales est une faute grave, ou alors il s'agit d'un choix politique délibéré : ce qui compte, c'est le maintien par la force de l'ordre capitaliste néolibéral.
- [L'Etat policier étend ses tentacules : Dormez bien, la police veille, avec le nouveau schéma du maintien de l'ordre](#) - Le système en place ne peut pas faire autrement que réprimer toujours plus pour se maintenir
- [Surveillance et répression partout en guise de démocratie et de justice sociale & écologique](#)
- [La députée LREM drômoise Alice Thourot adepte de la répression policière et des entreprises de sécurité privée](#)
- [Mathieu Rigouste : « Pour prospérer, le capitalisme joue la carte sécuritaire »](#) - La conjonction de l'état d'urgence sanitaire et des attaques terroristes permet aux classes dominantes, selon Mathieu Rigouste, de renforcer le schéma contre-insurrectionnel : fabrication d'« un ennemi intérieur », « fichage des subversifs », « collaboration intensive des médias dominants ». Mais les luttes n'ont pas dit leur dernier mot.
- [Le système préfère toujours les terroristes aux démocrates !](#) - Les Pouvoirs préfèrent tout plutôt que la démocratie réelle et perdre leur pouvoir au profit des peuples
- [Pire que Macron : tous ses complices qui disent encore « notre démocratie » !](#) - TOUS ceux qui prétendent encore qu'on vit en démocratie sont complices du tyran et du système autoritaire en place